

À l'attention de Monsieur Manuel Valls

Ministre des Outre-mer

27 rue Oudinot, 75007

*Paris, le 13 mai 2025*

**Objet : Réunion du 27 mai – demande de reprogrammation**

Monsieur le Ministre,

Nous accusons réception de votre proposition de réunion sur la vie chère, reprogrammée au 27 mai. Nous tenons à vous faire part de notre profonde incompréhension quant au choix de cette date, qui correspond à la journée de commémoration de l’abolition de l’esclavage en Guadeloupe.

Cette journée ne saurait être considérée comme une simple date du calendrier. Elle marque l’émancipation d’un peuple, mais également l’ouverture d’un chapitre historique lourd de conséquences : l’indemnisation des colons, à laquelle aucune réparation équivalente pour les anciens esclaves ou leurs descendants n’a jamais été accordée. Les inégalités structurelles que nous combattons aujourd’hui — en particulier sur la question de la vie chère — trouvent en partie leur origine dans cette injustice fondatrice.

**Vous êtes le ministre de ces terres aux histoires particulières, aux mémoires marquées par la violence, la résistance et la dignité.** À ce titre, il nous paraît impensable que cette date soit effacée au profit d’une réunion, aussi importante soit-elle. **Il ne s’agit pas d’une simple maladresse administrative, mais d’une faute politique lourde de sens**, qui ravive le sentiment d’invisibilité que ressentent trop souvent nos concitoyens ultramarins.

Nous, députés issus des pays des océans, vous invitons vivement à reprogrammer cette rencontre à une date qui respecte notre histoire et la mémoire collective de nos territoires.

Dans l’attente de votre retour, veuillez recevoir, Monsieur le Ministre, l’expression de notre considération distinguée.

**Béatrice Bellay, Députée de la Martinique,  
Christian BAPTISTE, Député de la Guadeloupe,  
Elie Califer, Député de la Guadeloupe,  
Philippe Naillet, Député de la Réunion,**